

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/NZL/1

G/SCM/Q1/NZL/1

1er octobre 1996

(96-3921)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Questions complémentaires de Hong Kong à la Nouvelle-Zélande¹

Le Bureau économique et commercial de Hong Kong a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 20 septembre 1996.

Détermination de la valeur normale: opérations commerciales normales Question 1 complétant la question 5 posée par Hong Kong (page 13)

L'article 5 1) de la loi dispose que la valeur normale correspondra au prix payé pour des produits similaires vendus dans le pays d'exportation par des vendeurs autres que l'exportateur si ce dernier ne vend pas de produits similaires. L'enquête antidumping s'étend-elle nécessairement aux "autres vendeurs"? Dans la négative, comment le prix serait-il établi?

La Nouvelle-Zélande pourrait-elle expliquer comment les autorités néo-zélandaises déterminent le "montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation" visé à l'article 5 2) d) si le produit n'est absolument pas vendu dans le pays d'exportation?

Réévaluations

Question 2 complétant la question 10 posée par la Corée (page 35)

L'article 14 6) de la loi prévoit un réexamen pour les nouveaux exportateurs. Il ressort de la réponse de la Nouvelle-Zélande que le taux applicable à un nouvel exportateur sera "l'autre" taux appliqué au moment de l'imposition initiale des droits. Un nouvel exportateur peut toutefois demander la réévaluation du taux applicable à ses exportations. L'article 14 10) de la loi dispose que tout droit inférieur devrait être remboursé avec effet à compter de la date à laquelle la réévaluation a été entreprise.

Or, l'article 9.5 de l'Accord de l'OMC dispose qu'aucun droit antidumping ne sera perçu sur les importations en provenance des nouveaux exportateurs pendant la durée du réexamen. Les autorités peuvent cependant suspendre l'évaluation en douane et/ou demander des garanties pour faire en sorte que, si ce réexamen conduisait à déterminer l'existence d'un dumping pour ces producteurs ou exportateurs, des droits antidumping puissent être perçus rétroactivement à partir de la date à laquelle ce réexamen a été engagé.

La Nouvelle-Zélande pourrait-elle expliquer comment elle concilie sa pratique avec les prescriptions de l'article 9.5 de l'Accord antidumping de l'OMC?

¹G/ADP/W/155-G/SCM/W/162.